A bas le régime de Ben Ali !

11-01-2011

Révolte sans précédent en Tunisie Halte à la répression, solidarité internationale ! La révolte commencée il y a un mois en Tunisie ne faiblit pas. Elle est partie d’un événement « simple » mais entièrement représentatif de l’Etat réel de la société tunisienne : un jeune marchand de fruits s’est fait confisquer son étal par la police au motif qu’il n’avait pas de licence de marchand. C’était le condamner à la rue, le priver du seul moyen qu’il avait d’aider sa famille, et cela alors qu’évidemment la confiscation des produits signifiait qu’ils atterrissaient dans les poches des policiers. Le jeune marchand, ne pouvant pas supporter de devenir une charge pour sa famille n’a pu faire autrement dans un pays où la justice n’existe quasiment pas pour les plus démunis que de s’immoler par le feu sur la place publique en signe de protestation désespérée. Parfois, un acte suffit à déclencher un mouvement de masse. Partie de Sidi Bouzid et d’autres villes des régions défavorisées du centre et de l’ouest,, la révolte a gagné tout le pays, contre cette situation qui n’est plus tenable, contre l’arrogance et la corruption du pouvoir, contre la vie de misère actuelle et l’absence d’avenir.

Le mouvement, souvent initié par les jeunes diplômés au chômage (37% des diplômés sont encore au chômage 3,5 ans après avoir terminé leurs études), a désormais touché toute la jeunesse et une partie importante de la population, gagnant les villes du Nord et celles, touristiques, de la côte. Répression et politisation Comme toujours, le pouvoir tunisien a réagi par une répression féroce et aveugle. De manière significative, il a fait arrêter de nombreux jeunes bloggeurs pour contrôler l’information et faire taire toute parole contestataire. Et début janvier, c’est même par des tirs à balle réelle que certaines manifestations ont été réprimées comme à Kasserine où des policiers et des escadrons spéciaux ont tiré sur les manifestants depuis les toits. On parle de plusieurs dizaines de morts. Si la situation sociale désastreuse, et l’absence de perspective pour la jeunesse ont constitué les premiers déclencheurs du mouvement, c’est désormais toute la structure de la société tunisienne qui est contestée, revendications économiques et politiques se mêlent, et les mots d’ordre exigeant le départ du président Ben Ali se multiplient. Le mouvement prend un caractère de masse, notamment dans la jeunesse et les grèves se multiplient dans les universités et les lycées. Le pouvoir prend peur, et a fait fermer tous les établissements scolaires pour tenter de stopper la grève des jeunes. Le mouvement prend un caractère insurrectionnel, et bien que les journalistes parlent « d’émeutes », ce sont surtout les bâtiments officiels qui sont touchés. La centrale syndicales, UGTT, malgré les liens de certains de ses dirigeants avec le pouvoir a été contrainte d’apporter un soutien au mouvement. Quatre fédérations (transports, éducation, santé, ports) ont même avancé la nécessité d’une grève générale. La grève des avocats a été suivie à 95% et durement réprimée. Il est clair que l’organisation d’une journée de grève générale contre le pouvoir devient une étape nécessaire pour la suite de la lutte. En finir avec la dictature policière La Tunisie est tenue d’une main de fer par Ben Ali depuis son putsch constitutionnel de novembre 87. La police, et notamment les « civils » y a tous les droits, pouvant arrêter qui elle veut sous n’importe quel prétexte. Une colère couvait depuis des années. La politique de Ben Ali a toujours été au service des riches tunisiens et des impérialistes, français et italiens notamment. Sarkozy avait même osé déclarer il y a deux ans que la « démocratie avait fait de grands progrès sous Ben Ali ». Le clan au pouvoir se partage les richesses du pays, et la corruption et le favoritisme règnent tandis que la majorité du peuple vit dans des conditions très difficiles. Toute la vie politique est contrôlée, l’opposition est en fait complètement factice et le RCD (le parti de Ben Ali) n’est qu’une machine pour distribuer les postes à ceux qui se conformeront le plus aux désirs du clan Ben Ali. Le pouvoir tente d’écraser le mouvement, et les mesures qu’il propose sont non seulement insuffisantes mais également des mensonges. Telle l’annonce de la création de 300.000 emplois en 2 ans, lesquels seraient en fait des embauches dans le secteur privé facilitées par des exonérations fiscales. Aucune politique de développement économique n’existe à part celle qui consiste à servir les intérêts des multinationales européennes en se servant au passage. De 40 à 60 % de la population active est obligée de travailler dans le secteur informel. Dans le même temps, d’immenses zones franches ont été créées (Bizerte, Tunis…) où les droits syndicaux n’existent pas, et où les salaires sont misérables, au seul bénéfice des multinationales. Les infrastructures, notamment les transports en commun, sont insuffisantes dans des villes qui ont vu leur population augmenter ces 20 dernières années. Il n’est évidemment pas question pour la clique au pouvoir de faire une seule réelle concession démocratique. Sa position à la tête de l’Etat lui permet de s’enrichir. M ais elle n’a certainement pas pris conscience que ce mouvement est le plus profond et le plus puissant qu’ait connu la Tunisie et qu’il a un potentiel révolutionnaire. « Nous ne voulons plus de cette vie » Le mouvement de révolte doit trouver une voie pour aller de l’avant car la situation a désormais changé. La parole politique a commencé à se libérer mais il manque une stratégie et une organisation de masse pour les travailleurs, les jeunes, les petits paysans et les masses pauvres des villes. De plus, il apparaît qu’une partie de l’armée se refuse à réprimer le mouvement. La nécessité de comités dans les quartiers, les universités les lycées, les entreprises, et la création de comité de soldats peuvent poser les bases pour que le mouvement se coordonne et élabore une stratégie pour renverser le pouvoir en place. La grande majorité des tunisiens ne veulent plus de cette vie, et même si Ben Ali était remplacé (il avait remplacé Bourguiba peu après les émeutes du pain de 1984), c’est la structure même du système qu’il faut changer. Sous le capitalisme, l’économie tunisienne sera toujours aux mains d’une poignées de corrompus et des multinationales, et le paradis des grandes chaînes touristiques, privant la population tunisienne de moyens d’existence et la jeunesse d’un véritable avenir. Sous Bourguiba, le régime tunisien a longtemps prétendu être « socialiste » mais c’était un masque. La politique menée servait les intérêts des capitalistes à quelques concessions près. La nationalisation des principaux moyens de production, des

ports, des banques etc. sous le contrôle et la gestion démocratique des travailleurs et de la population, permettrait de poser les bases d’une société réellement libre et démocratique en Tunisie, une société réellement socialiste. C’est la voie que doit suivre la révolution tunisienne qui vient de commencer et c’est pour cela qu’il y a la nécessité de la construction d’un parti indépendant des travailleurs et des jeunes pour défendre cette perspective. Toute notre solidarité doit aller au peuple tunisien en lutte, à bas la dictature de Ben Ali et de sa clique !
Gauche révolutionnaire